

PREFACE DE SAMIR AMIN

Pour les éditions étrangères

LE CAPITALISME SENILE

1. Le 11 Septembre 2001 restera dans l'histoire une date importante. Non que l'événement ait entraîné un « tournant dans l'histoire ». Car en fait cet événement n'a servi qu'à permettre aux autorités de Washington d'accélérer la mise en œuvre d'une politique décidée bien antérieurement. Le 11 Septembre a rempli des fonctions analogues à celles que l'incendie du Reichstag avait eues en son temps, permettant à Hitler de « légitimer » sa politique de liquidation violente de l'opposition interne, et de préparer la guerre. C'est sans doute pourquoi la lumière sur les circonstances qui ont entouré le 11 Septembre est loin d'avoir été faite.

Aujourd'hui les Etats Unis sont gouvernés par une junte de criminels de guerre, parvenue au pouvoir par un quasi coup d'état, après des élections douteuses (mais Hitler avait bien été élu !). A la suite de son « incendie du Reichstag » (le 11 Septembre) cette junte a donné à sa police des pouvoirs semblables à ceux dont la Gestapo avait été dotée. La junte a son Mein Kampf , ses organisations de masse et ses prédicateurs . Il faut avoir le courage de dire toutes ces vérités, et cesser de se les cacher derrière la phrase désormais insipide et dérisoire "nos amis américains".

Dès les années 1980, alors que s'annonce l'effondrement du système soviétique, se dessine une option hégémoniste qui gagne l'ensemble de la classe dirigeante des Etats Unis (ses establishments démocrate et républicain). Emportés par le vertige de leur puissance armée, désormais sans concurrent capable d'en tempérer les fantasmes, les Etats Unis choisissent d'affirmer leur domination d'abord par le déploiement d'une stratégie strictement militaire de « contrôle de la planète » . Une première série d'interventions – Golfe, Yougoslavie, Asie Centrale, Palestine, Irak - inaugure dès 1990 la mise en œuvre de ce plan de « guerres made in USA », sans fin, planifiées et décidées unilatéralement par Washington.

La stratégie politique d'accompagnement du projet en prépare les prétextes, qu'il s'agisse du terrorisme, de la lutte contre le trafic des narcotiques ou de l'accusation de production d'armes de destruction massive. Prétextes évidents quand on connaît les complicités qui ont permis à la CIA de fabriquer un adversaire « terroriste » sur mesure (les Taliban, Ben Laden – la lumière sur le 11 Septembre n'ayant jamais été faite ...) ou de développer le Plan Colombie dirigé contre le Brésil. Quant aux accusations de production éventuelle d'armes dangereuses, portées contre l'Irak, la Corée du Nord et demain n'importe quel Etat, elles font pâle figure face à l'usage effectif de ces armes par les Etats Unis (les bombes de Hiroshima et Nagasaki, l'emploi d'armes chimiques au Viet Nam, la menace avouée de l'utilisation d'armes nucléaires dans les confits à venir ...). Il ne s'agit donc là que de moyens qui relèvent de la propagande, efficaces peut être pour convaincre l'opinion naïve aux Etats Unis mais de moins en moins crédibles ailleurs.

La « guerre préventive » formulée désormais comme un « droit » que Washington se réserve d'invoquer, abolit d'emblée tout droit international. La Charte des Nations Unies interdit le recours à la guerre, sauf dans le cas de légitime défense ; et soumet sa propre intervention

militaire éventuelle à des conditions sévères, la riposte devant être mesurée et provisoire. Tous les juristes savent que les guerres entreprises depuis 1990 sont parfaitement illégitimes et donc qu'en principe ceux qui en ont pris la responsabilité sont des criminels de guerre. Les Nations Unies sont déjà traitées par les Etats Unis, mais avec la complicité des autres, comme le fut naguère la SDN par les Etats fascistes.

2. L'abolition du droit des peuples, déjà consommée, substitue au principe de leur égalité celui de la distinction entre un « Herrenvolk » (le peuple des Etats Unis, accessoirement celui d'Israël) qui a le droit de conquérir « l'espace vital » qu'il juge nécessaire et les autres, dont l'existence même n'est tolérable que si elle ne constitue pas une « menace » pour le déploiement des projets de ceux appelés à être les « maîtres du monde ».

Quels sont donc ces intérêts « nationaux » que la classe dirigeante des Etats Unis se réserve le droit d'invoquer comme bon lui semble ?

A vrai dire cette classe ne se reconnaît que dans un seul objectif – « faire de l'argent » - l'Etat nord américain s'étant ouvertement mis au service prioritaire de la satisfaction des exigences du segment dominant du capital constitué par les transnationales des Etats Unis.

Nous sommes donc tous devenus, aux yeux de l'establishment de Washington, des « Peaux Rouges », c'est à dire des peuples qui n'ont droit à l'existence que dans la mesure où ils ne gênent pas l'expansion du capital transnational des Etats Unis. Toute résistance sera réduite par tous les moyens allant jusqu'à l'extermination si nécessaire, nous promet-on. Quinze millions de dollars de sur profits supplémentaires pour les transnationales américaines, en contre partie trois cents millions de victimes, aucune hésitation. L'Etat « voyou » par excellence, pour reprendre le langage des Présidents Bush père, Clinton et Bush fils, c'est bel et bien celui des Etats Unis.

Ce projet est certainement impérialiste au sens le plus brutal, mais il n'est pas « impérial » au sens que Negri donne à ce terme, car il ne s'agit pas de gérer l'ensemble des sociétés de la planète, pour les intégrer dans un système capitaliste cohérent, mais seulement de piller leurs ressources. La réduction de la pensée sociale aux axiomes de base de l'économie vulgaire, l'attention unilatérale portée à la maximisation de la rentabilité financière à court terme du capital dominant, renforcée par la mise à la disposition de celui-ci des moyens militaires qu'on connaît sont responsables de cette dérive barbare que le capitalisme porte en lui, dès lors qu'il s'est débarrassé de tout système de valeurs humaines auquel il a substitué les exigences exclusives de la soumission aux prétendues lois du marché.

S'il doit se déployer pendant encore un certain temps ce projet ne pourra générer qu'un chaos grandissant appelant une gestion de plus en plus brutale au coup par coup, sans vision stratégique de long terme.

3. L'examen des rapports de ce projet criminel aux réalités du capitalisme dominant constitué par l'ensemble des pays de la triade (Etats Unis, Europe, Japon) permettra d'en mesurer les forces et les faiblesses.

L'opinion générale la plus courante, véhiculée par ceux des médias qui n'appellent pas à réfléchir, est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment

économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

L'examen des réalités économiques infirme cette opinion. Le système productif des Etats Unis est loin d'être « le plus efficient du monde ». Au contraire presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses concurrents sur un marché véritablement ouvert comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats Unis qui s'aggrave d'année en année, passé de 100 milliards de dollars en 1989 à 450 en 2000. De surcroît ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. Même l'excédent dont bénéficiaient les Etats Unis dans le domaine des biens de haute technologie, qui était de 35 milliards en 1990, a désormais laissé la place à un déficit. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, Airbus et Boeing témoigne de la vulnérabilité de l'avantage américain. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les produits manufacturés banals, à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra économiques » qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents !

En fait les Etats Unis ne bénéficient d'avantages comparatifs établis que dans le secteur des armements, précisément parce que celui-ci échappe largement aux règles du marché et bénéficie du soutien de l'Etat. Sans doute cet avantage entraîne-t-il quelques retombées pour le civil (Internet en constitue l'exemple le plus connu), mais il est également à l'origine de distorsions sérieuses qui constituent des handicaps pour beaucoup de secteurs productifs. L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. « Les Etats Unis dépendent pour 10 % de leur consommation industrielle des biens dont l'importation n'est pas couverte par des exportations de produits nationaux » (E. Todd, *Après l'Empire*, p. 80).

Le monde produit, les Etats Unis (dont l'épargne nationale est pratiquement nulle) consomment. « L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis en œuvre par Washington pour compenser ses déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme, exportations d'armements (60 % du marché mondial) largement imposées à des alliés subalternes (qui de surcroît – comme les pays du Golfe – n'utiliseront jamais ces armements !), recherche de sur-rentes pétrolières (qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, motif réel des guerres d'Asie centrale et d'Irak). Il reste que l'essentiel du déficit américain est couvert par les apports en capitaux en provenance de l'Europe et du Japon, du Sud (pays pétroliers riches et classes comprador de tous les pays du tiers monde, plus pauvres inclus), auquel on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial.

Les raisons qui rendent compte de la persistance du flux des capitaux qui alimente le parasitisme de l'économie et de la société américaine et permettent à cette super puissance de vivre au jour le jour sont certainement complexes. La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à

leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

Le conflit prometteur se situe sur un autre terrain. Celui des cultures politiques. En Europe une alternative de gauche demeure toujours possible. Cette alternative imposerait simultanément une rupture avec le néo-libéralisme (et l'abandon de l'espoir vain de soumettre les Etats Unis à ses exigences, permettant ainsi au capital européen de livrer bataille sur le terrain non miné de la compétition économique), comme avec l'alignement sur les stratégies politiques des Etats Unis. Le surplus de capitaux que l'Europe se contente jusqu'à ce jour à « placer » aux Etats Unis pourrait alors être affecté à une relance économique et sociale, à défaut de quoi celle-ci restera impossible. Mais dès lors que l'Europe choisirait, par ce moyen, de donner la priorité à son essor économique et social, la santé artificielle de l'économie des Etats Unis s'effondrerait et la classe dirigeante américaine serait confrontée à ces propres problèmes sociaux. Tel est le sens que je donne à ma conclusion « l'Europe sera de gauche ou ne sera pas ».

4. Par l'histoire de sa formation le capitalisme nord américain se prêtait mieux encore que celui des sociétés européennes à la dérive en cours c'est à dire à la « guerre permanente ».

La culture politique est le produit de l'histoire envisagée dans sa longue durée, laquelle est toujours, bien entendu, propre à chaque pays. Celle des Etats Unis est sur ce plan, marquée par des spécificités qui tranchent avec celles qui caractérisent l'histoire sur le continent européen : la fondation de la Nouvelle Angleterre par des sectes protestantes extrémistes, le génocide des Indiens, l'esclavage des Noirs, le déploiement de « communautarismes » associés à la succession des vagues de migrations du XIXe siècle.

La modernisation, la laïcité et la démocratie ne sont pas les produits d'une évolution (ou révolution) des interprétations religieuses, mais à l'inverse celles-ci se sont ajustés, avec plus ou moins de bonheur, à leurs exigences. Cet ajustement n'a pas été le privilège du protestantisme. Il a opéré dans le monde catholique d'une autre manière certes, mais non moins efficace. Dans tous les cas il a créé un nouvel esprit religieux, libéré des dogmes. Dans ce sens la Réforme n'était pas la « condition » de l'épanouissement du capitalisme, même si cette thèse (de Weber) est largement admise dans les sociétés qu'elle flatte (l'Europe protestante). La Réforme n'a pas même été la forme la plus radicale de la rupture idéologique avec le passé européen et ses idéologies « féodales » - entre autres son interprétation antérieure du Christianisme. Elle en a été au contraire la forme la plus confuse et primitive.

Il y a eu une « réforme des classes dominantes », qui s'est soldée par la création d'Eglises nationales (Anglicane, Luthérienne) contrôlées par ces classes et mettant en œuvre le compromis entre la bourgeoisie émergente, la monarchie et la grande propriété rurale, écartant la menace des classes populaires et de la paysannerie mises en coupe réglée. Le recul de l'idée catholique d'universalité que manifeste l'institution d'Eglises nationales a rempli une seule fonction : asseoir davantage la monarchie, renforcer son rôle d'arbitre entre les forces de l'ancien Régime et celles représentées par la bourgeoisie montante, renforcer leur nationalisme et retarder la progression des formes nouvelles de l'universalisme que l'internationalisme socialiste proposerait plus tard.

Mais il y a eu également des mouvements réformateurs qui se sont emparés des couches populaires victimes des transformations sociales occasionnées par l'émergence du

capitalisme. Ces mouvements qui ont reproduit des formes anciennes de lutte – celles des millénarismes du Moyen Age – n'étaient pas en avance sur leur temps, mais en retard par rapport à ses exigences. Il a donc fallu attendre la Révolution française – avec ses mobilisations populaires laïques et démocratiques radicales – puis le socialisme pour que les classes dominées apprennent à s'exprimer avec efficacité dans les conditions nouvelles. Les sectes protestantes en question se sont nourries d'illusions de type fondamentaliste. Elles ont créé un terrain favorable à la reproduction sans fin de « sectes » à vision apocalyptique, comme on les voit fleurir aux Etats Unis.

Les sectes protestantes qui se sont trouvées dans l'obligation d'émigrer de l'Angleterre du XVIIe siècle avaient développé une interprétation fort particulière du christianisme, que ne partagent ni les Catholiques et les Orthodoxes, ni même – du moins au même degré d'extrémisme – la majorité des Protestants européens, y compris bien entendu les Anglicans, dominants dans les classes dirigeantes de l'Angleterre. La Réforme dans son ensemble rétablissait l'Ancien Testament que le Catholicisme et l'Orthodoxie avaient marginalisé dans une interprétation du Christianisme non comme faisant suite au judaïsme, mais comme rupture avec celui-ci..

Or la forme particulière du protestantisme implantée en Nouvelle Angleterre va être appelée à marquer l'idéologie américaine d'une empreinte forte jusqu'à nos jours. Car elle sera le moyen par lequel la nouvelle société américaine partira à la conquête du continent, légitimant celle-ci dans des termes puisés dans la Bible (la conquête violente par Israël de la terre promise, thème répété à satiété dans le discours nord américain). Par la suite les Etats Unis étendront à la planète entière leur projet de réaliser l'œuvre que « Dieu » leur a ordonné d'accomplir. Car le peuple des Etats Unis se vit comme le « peuple élu » - synonyme dans les faits de *Herrenvolk*, pour reprendre la terminologie nazie parallèle. Nous en sommes bien là aujourd'hui. Et c'est pourquoi l'impérialisme américain (et non « l'Empire ») est appelé à être encore plus sauvage que ses prédécesseurs (qui ne se déclaraient pas investis d'une mission divine) le furent.

5. Je ne suis pas de ceux qui pensent que le passé devient par la force des choses « transmission atavique ». L'histoire transforme les peuples. C'est ce qui est arrivé en Europe. Malheureusement le déroulement de l'histoire des Etats Unis, loin de contribuer à l'effacement de la monstruosité d'origine, en a conforté l'expression et perpétué les effets, qu'il s'agisse de la « Révolution américaine » ou du peuplement du pays par vagues migratoires successives.

La « révolution américaine » aujourd'hui vantée plus que jamais, n'a été qu'une guerre d'indépendance limitée sans portée sociale. Dans leur révolte contre la monarchie anglaise les colons américains ne voulaient rien transformer des rapports économiques et sociaux, mais seulement n'avoir plus à en partager les profits avec la classe dirigeante de la mère patrie. Ils voulaient le pouvoir pour eux mêmes non pas pour faire autre chose que ce qu'ils faisaient à l'époque coloniale, mais pour continuer à le faire avec plus de détermination et de profit. Leurs objectifs étaient avant tout la poursuite de l'expansion vers l'Ouest, qui impliquait entre autre le génocide des Indiens. Le maintien de l'esclavage n'était également, dans ce cadre, l'objet d'aucun questionnement. Les grands chefs de la révolution américaine étaient presque tous des propriétaires esclavagistes et leurs préjugés dans ce domaine inébranlables.

Le génocide des Indiens s'est inscrit naturellement dans la logique de la mission divine du nouveau peuple élu. Et qu'on ne croit pas qu'il s'agit là d'un passé tout à fait révolu.

Jusqu'aux années 1960 ce génocide a été revendiqué avec fierté (par le canal des films de Hollywood opposant le « cow boy » - symbole du Bien – contre « l'indien » - le Mal) et constitué un élément important dans « l'éducation » des générations successives.

Il en est de même de l'esclavage. Un siècle ou presque s'est écoulé après l'indépendance avant que l'esclavage ne soit aboli, non d'ailleurs pour des raisons morales comme l'avait invoqué la révolution française, mais seulement parce qu'il ne convenait plus à la poursuite de l'expansion capitaliste. Il a donc fallu encore un siècle pour que les Noirs américains accèdent à un minimum de reconnaissance de quelques droits civiques, sans que pour autant le racisme parfait de la culture dominante n'ait été ébranlé. Jusqu'aux années 1960 on lynchait et les familles se rendaient en « pic nic » pour assister à la mise à la mort, partager les réjouissances et échanger les photos du lynchage précédant. Cela se perpétue plus discrètement, ou plus indirectement par l'exercice de la « justice » qui envoie à la mort des milliers de condamnés – presque toujours Noirs – dont on sait qu'au moins la moitié sont innocents, ce qui n'émeut pas l'opinion.

Les vagues successives d'immigration ont également joué leur rôle dans le renforcement de l'idéologie américaine. Les immigrants ne sont certainement pas responsables de la misère et de l'oppression qui sont à l'origine de leur départ. Ils en sont au contraire les victimes. Mais les circonstances – c'est à dire leur émigration – les conduisent à renoncer à la lutte collective pour changer les conditions communes à leurs classes ou groupes dans leur propre pays, au profit d'une adhésion à l'idéologie de la réussite individuelle dans le pays d'accueil. Cette adhésion est encouragée par le système américain dont elle fait l'affaire à la perfection. Elle retarde la prise de conscience de classe, qui, à peine a-t-elle commencé à mûrir, doit faire face à une nouvelle vague d'immigrants qui en fait avorter la cristallisation politique. Mais simultanément la migration encourage la « communautarisation » de la société américaine. Car le « succès individuel » n'exclut pas l'insertion forte dans une communauté d'origine (les Irlandais, les Italiens etc.), sans laquelle l'isolement individuel risquerait d'être insupportable. Or ici encore le renforcement de cette dimension de l'identité – que le système américain récupère et flatte – se fait au détriment de la conscience de classe et de la formation du citoyen.

Alors qu'à Paris le peuple s'apprêtait à partir « à l'assaut du ciel » (je fais ici référence à la Commune de 1871), aux Etats Unis les gangs constituées par les générations successives d'immigrants pauvres (irlandais, italiens etc.) s'entre-tuaient, manipulés avec un cynisme parfait par les classes dominantes.

Aux Etats Unis il n'y a pas de parti ouvrier, il n'y en a jamais eu. Les syndicats ouvriers, puissants, sont « apolitiques ». Ils le sont dans tous les sens du terme, n'ayant ni référence à un parti qui leur serait proche par nature, ni été capables de se substituer à son absence en produisant eux mêmes une idéologie socialiste. Ils partagent avec toute la société l'idéologie libérale qui domine sans rivale. Ils continuent de se battre sur des terrains limités et précis de revendications qui ne remettent pas en cause le libéralisme. En un sens ils sont « post modernistes », l'ont toujours été.

Les idéologies communautaires ne pouvaient pas constituer un substitut à l'absence d'une idéologie socialiste de la classe ouvrière. Même pour la plus radicale parmi celles-ci, celle de la communauté noire. Car par définition le communautarisme s'inscrit dans le cadre du racisme généralisé qu'il combat sur son propre terrain, sans plus.

6. La combinaison propre à la formation historique de la société des Etats Unis – idéologie religieuse « biblique » dominante et absence de parti ouvrier – a produit finalement une situation encore sans pareille, celle d'un parti de facto unique, le parti du capital.

Les deux segments qui constituent ce parti unique partagent le même libéralisme fondamental. L'un et l'autre s'adressent à la seule minorité – 40 % de l'électorat – qui « participe » à ce type de vie démocratique tronquée et impuissante qu'on leur offre. Chacun d'eux a sa clientèle propre - dans les classes moyennes, puisque les classes populaires ne votent pas – et y a adapté son langage. Chacun d'eux cristallise en son sein un conglomérat d'intérêts capitalistes segmentaires (les « lobbies ») ou de soutiens « communautaires ».

La démocratie américaine constitue aujourd'hui le modèle avancé de ce que j'appelle « la démocratie de basse intensité ». Son fonctionnement est fondé sur une séparation totale entre la gestion de la vie politique, assise sur la pratique de la démocratie électorale, et celle de la vie économique, commandée par les lois de l'accumulation du capital. Qui plus est cette séparation n'est pas l'objet d'un questionnement radical, mais fait plutôt partie de ce qu'on appelle le consensus général. Or cette séparation annihile tout le potentiel créateur de la démocratie politique. Elle castré les institutions représentatives (parlements et autres), rendues impuissantes face au « marché » dont elles acceptent les diktats. Voter démocrate, voter républicain ; cela n'a aucune importance puisque votre avenir ne dépend pas de votre choix électoral mais des aléas du marché.

L'Etat américain est, de ce fait, au service exclusif de l'économie (c'est à dire du capital dont il est le fidèle serviteur exclusif, sans avoir à se soucier d'autres intérêts sociaux). Il peut l'être parce que la formation historique de la société américaine a bloqué – dans les classes populaires – la maturation d'une conscience politique de classe.

En contrepoint l'Etat a été en Europe (et peut redevenir) le point de passage obligé de la confrontation des intérêts sociaux, et, à partir de là favoriser les compromis historiques qui donnent un sens et une portée réelle à la pratique démocratique. Si l'Etat n'est pas contraint de remplir cette fonction par les luttes de classes et des luttes politiques qui gardent leur autonomie vis à vis des logiques exclusives de l'accumulation du capital, alors la démocratie devient une pratique dérisoire, ce qu'elle est aux Etats Unis.

La combinaison d'une religiosité dominante, de son exploitation par un discours fondamentaliste, et de l'absence de conscience politique des classes dominés donne au système du pouvoir des Etats Unis une marge de manœuvre sans pareille qui annihile la portée potentielle des pratiques démocratiques et les réduisent au statut de rituels anodins (politique-spectacle, inauguration des campagnes électorales par des défilés de majorettes etc.).

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ce n'est pas l'idéologie fondamentaliste à prétentions religieuses qui est aux postes de commande et imposerait sa logique aux vrais détenteurs du pouvoir – le capital et ses serviteurs dans l'Etat. C'est le capital qui prend seul toutes les décisions qui lui conviennent, puis ensuite mobilise l'idéologie américaine en question pour la mettre à son service. Les moyens utilisés – désinformation systématique sans pareille – sont alors efficaces, isolant les esprits critiques, les soumettant à un chantage odieux permanent. Le pouvoir parvient alors à manipuler sans difficulté une « opinion » entretenue dans sa niaiserie.

La classe dirigeante des Etats Unis a développé, dans ces circonstances, un cynisme parfait, enveloppé d'une hypocrisie que tous les observateurs étrangers constatent mais que le peuple américain ne voit jamais ! L'usage de la violence, dans des formes extrêmes, est mise en œuvre chaque fois qu'il le faut. Tous les militants radicaux américains le savent : se vendre, ou être assassiné est le seul choix qui leur est laissé.

L'idéologie américaine, comme toutes les idéologies subit « l'usure du temps ». Dans les périodes « calmes » de l'histoire – marquées par une belle croissance économique accompagnée de retombées sociales jugées satisfaisantes – la pression que la classe dirigeante doit exercer sur son peuple s'affaiblit. De temps à autre donc, selon les besoins du moment, cette classe dirigeante « regonfle » l'idéologie américaine par des moyens qui sont toujours les mêmes : un ennemi (toujours extérieur, la société américaine étant décrétée bonne par définition) est désigné (l'Empire du Mal, l'axe du Mal) permettant la « mobilisation totale » de tous les moyens destinés à l'annihiler. Ce fut hier le communisme, permettant, à travers le Mac Carthysme (oublié par les « pro-américains »), d'engager la guerre froide et de subalterner l'Europe. C'est aujourd'hui le « terrorisme », prétexte évident (le 11 Septembre ressemble tellement à l'incendie du Reichstag), qui fait passer le véritable projet de la classe dirigeante : s'assurer le contrôle militaire de la planète.

L'objectif avoué de la nouvelle stratégie hégémoniste des Etats Unis est de ne tolérer l'existence d'aucune puissance capable de résister aux injonctions de Washington, et pour cela de chercher à démanteler tous les pays jugés « trop grands », comme de créer le maximum d'Etats croupions, proies faciles pour l'établissement de bases américaines assurant leur « protection ». Un seul Etat a le droit d'être « grand », les Etats Unis, au dire de leurs trois derniers Présidents (Bush Senior, Clinton, Bush junior).

L'hégémonisme des Etats Unis repose donc en définitive plus sur la surdimension de leur puissance militaire que sur les « avantages » de leur système économique. Ils peuvent donc se poser en leader incontesté de la triade en faisant de leur puissance militaire le « poing visible » chargé d'imposer l'ordre impérialiste nouveau aux récalcitrants éventuels.

Encouragée par ces succès l'extrême droite américaine est parvenue à prendre les rênes du pouvoir à Washington. Désormais le choix est clair : accepter l'hégémonisme des Etats Unis et le virus libéral renforcé, réduit alors au principe exclusif « faire de l'argent » (make money), ou rejeter l'un et l'autre. La première alternative donne à Washington la responsabilité majeure pour « refaçonner » le monde à l'image du Texas. La seconde est la seule qui puisse contribuer à reconstruire un monde pluriel, démocratique et pacifié.

S'ils avaient réagi en 1935 ou 1937, les Européens seraient parvenus à arrêter le délire hitlérien. En réagissant seulement en Septembre 1939, ils se sont infligés les dizaines de millions de victimes. Agissons pour que face au défi des néo-nazis de Washington, la riposte soit plus précoce.